

Nette victoire des partis pro-européens aux élections législatives aux Pays-Bas

Corinne Deloy

Resultats

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte est arrivé en tête des élections législatives le 12 septembre aux Pays-Bas. Le VVD, parti libéral, a recueilli 26,5% des suffrages, soit le résultat le plus élevé de son histoire, et a obtenu 41 sièges (+10 par rapport au dernier scrutin législatif du 9 juin 2010). « *C'est une victoire exceptionnelle parce qu'il est le chef de file du plus grand parti au pouvoir. Il y a beaucoup de pays européens où les dirigeants ont perdu des élections lors de cette crise* » analyse Andre Krouwel, politologue à l'université libre d'Amsterdam. Le VVD a devancé de peu le Parti du travail (PvdA) de Diederik Samsom, qui a obtenu 24,7% des voix et 39 sièges (+ 9).

La campagne électorale centrée sur la crise avait tout d'abord profité aux forces d'opposition les plus radicales et hostiles à l'Union européenne (Parti socialiste et Parti de la liberté). Ces derniers jours cependant, les choses avaient évolué et les partis pro-européens avaient regagné du terrain. Ensemble, les libéraux et les travaillistes rassemblent 80 sièges, soit la majorité absolue à la Chambre des Etats généraux, chambre basse du Parlement.

Les partis populistes ont essuyé un net revers. A droite, le Parti de la liberté (PVV) a recueilli 10,1% des suffrages et obtenu 15 sièges (- 9). « *Notre combat est plus que jamais nécessaire aux Pays-Bas. Les problèmes ne feront que croître et les meilleures années du PVV sont devant nous* » a déclaré son leader Geert Wilders. Le Parti socialiste, parti d'extrême gauche dirigé par Emile Roemer, a obtenu 9,6% des voix et 15 sièges (=), soit en dessous de la performance que lui prédisaient les enquêtes d'opinion il y a encore quelques semaines. L'Appel chrétien-démocrate (CDA) a enregistré le plus faible résultat de son histoire : 8,5% des suffrages et 13 sièges (- 8). Son leader Sybrand van Haersma Buma avait anticipé cette défaite, indiquant que le rétablissement de son parti, en baisse constante dans les urnes depuis bientôt 10 ans, prendrait plusieurs années.

Les Démocrates 66 (D66) d'Alexander Pechtold ont recueilli 7,9% des voix et 12 sièges (+ 2). Enfin, la Gauche verte (GL), parti écologiste conduit par Jolande Sap, a reculé, obtenant 2,3% des voix et 3 sièges (- 7).

La participation a été légèrement plus faible que celle enregistrée lors des dernières élections législatives du 9 juin 2010 (- 1,6 point) et s'est élevée à 73,8%.

Les libéraux (VVD) n'ont donc pas *in fine* souffert du soutien parlementaire apporté par le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders au gouvernement, ni de la crise. Le VVD, qui a affiché durant la campagne électorale une plus grande fermeté à l'égard des Etats du sud de l'Europe (« *Nous poursuivrons notre proche collaboration avec l'Allemagne et la Finlande pour combattre la crise de l'euro. La Grèce et les autres doivent tenir leurs promesses, ou alors nous ne pouvons pas les aider* » a déclaré Mark Rutte le 12 septembre), reste pour les Néerlandais le plus capable de diriger les Pays-Bas et de faire respecter le pays au sein de l'Union. « *Demain, nous nous mettrons au travail : un gouvernement stable doit être formé au plus vite aux Pays-Bas et je vais y travailler, avec vous, pour que les Pays-Bas sortent plus fort de la crise* » a déclaré le Premier ministre.

Résultats des élections législatives du 12 septembre 2012 aux Pays-Bas

Participation : 73,8%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des voix obtenues	Nombre de sièges obtenus
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)	2 467 148	26,5	41
Parti du travail (PvdA)	2 304 882	24,7	39
Parti de la liberté (PVV)	940 364	10,1	15
Parti socialiste (SP)	899 319	9,6	15
Appel chrétien-démocrate (CDA)	796 208	8,5	13
Démocrates 66 (D66)	735 949	7,9	12
Union chrétienne (CU)	291 883	3,1	5
Gauche verte (GL)	214 749	2,3	3
Parti politique réformé (SGP)	196 187	2,1	3
Parti des animaux (PvdD)	178 699	1,9	2
50 Plus	175 323	0,2	0
Autres	70 066	2,5	0

Source : quotidien Volkstrant (<http://verkiezingen.volkstrant.nl/uitslag/resultaten.html>)

Le leader travailliste Diederik Samsom a réussi son pari de redresser son parti et a finalement devancé le Parti socialiste, longtemps donné gagnant du scrutin. Il avait déclaré avant le vote qu'il ne renoncerait à son siège de député que pour le poste de Premier ministre. Pourtant le 12 septembre, il a affirmé : « *Les Pays-Bas ont besoin d'un gouvernement stable aussi tôt que possible. Nous souhaitons y participer du moment que les résultats de ce soir sont fidèlement représentés dans son programme du nouveau gouvernement* ». « *Beaucoup doutaient qu'en si peu de temps, les Pays-Bas repasseraient du populisme à l'honnêteté en reconnaissant que les moments difficiles imposent des choix difficiles. Nous devons aux électeurs de travailler ensemble. Ce pays n'a pas besoin de polarisation mais de cohésion pour les 5 années qui viennent. Pas de divisions, mais de l'unité* » a-t-il ajouté.

« *Totalement inconnu il y a quelques semaines, le nouveau chef des travaillistes s'est montré brillant dans les débats. Il joue sur sa « normalité » comme le président français François Hollande. Il dit: « Re-*

gardez la France ! Ce sera dur, mais c'est comme ça qu'il faut faire » » a souligné Andre Krouwel.

Mark Rutte devrait conserver son poste de Premier ministre, fonction qui revient traditionnellement au leader du parti arrivé en tête du scrutin. La reine Beatrix, qui jusqu'alors désignait l'informateur – personnalité chargée de travailler à la formation du gouvernement à l'issue des élections législatives – a été privée de cette compétence qui revient désormais à la Chambre des Etats généraux.

Agé de 45 ans, Mark Rutte est diplômé d'histoire. Il a commencé sa carrière professionnelle chez Unilever où il s'est occupé de ressources humaines avant de devenir en 2002 secrétaire d'Etat à l'Emploi et à la Sécurité sociale dans le gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende (CDA). En 2004, il est nommé secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle et à l'Enseignement supérieur. En 2006, il prend la tête du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) qu'il conduit, le 9 juin 2010, à la victoire aux élections législatives. Il devient, 4 mois plus tard, le premier chef de gouvernement libéral depuis 1913.

Avant le scrutin, Diederik Samsom et Mark Rutte avaient exclu le parti d'une coalition violette (nom donné à l'union des libéraux et des travaillistes) mais les résultats rendent cependant quasi inévitables leur rapprochement et leur association au sein d'une coalition gouvernementale. « *L'union des libéraux et des travaillistes, tous deux pro-européens, dans une coalition de gouvernement est probable au prix de concessions sur leurs programmes électoraux. Les Néerlandais veulent la stabilité. La coalition violette a été très efficace*

entre 1994 et 2002. En temps de crise, ce sera plus difficile, mais c'est peut-être la seule manière d'imposer des réformes structurelles importantes » a souligné Andre Krouwel.

Libéraux et travaillistes s'affrontent cependant sur leur vision de l'Europe : les premiers sont partisans de la poursuite d'une politique de grande rigueur quand les seconds critiquent l'austérité imposée par Bruxelles. Les Néerlandais ont en tout cas dit le 12 septembre un « oui » décisif à l'Europe.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.